

États-Unis d'Amérique

Sebastian Braun

Comme partout ailleurs, le coronavirus COVID-19 a eu aux États-Unis des conséquences dévastatrices sur les peuples autochtones en 2020. D'autres développements importants ont néanmoins pu avoir lieu. Au mois de novembre, les élections présidentielles ont remplacé Donald Trump (républicain) par Joe Biden (démocrate), qui prendra ses fonctions en janvier 2021. Biden a formé son futur cabinet, et Deb Haaland (Pueblo Laguna, démocrate) a accepté sa nomination au poste de ministre de l'Intérieur. Elle fut l'une des deux premières femmes autochtones à être élue au Congrès en 2018 (voir *Le Monde autochtone 2019*). Haaland sera la première Autochtone chef de cabinet et elle aura la charge du service qui supervise le Bureau des Affaires Indiennes (BAI). Le ministre de l'Intérieur contrôle également environ un cinquième de la superficie des États-Unis, ainsi que les ressources naturelles qu'il recèle. Haaland a proposé de rétablir la protection des terres mise à mal par l'administration Trump, principalement pour les monuments nationaux de Bears Ears et de Grand-Staircase Escalante (voir *Le Monde autochtone 2018 et 2020*). Lors d'un entretien avec le *Guardian* à propos des manifestations contre les injustices raciales qui ont secoué les États-Unis en 2020, Haaland a déclaré :

« Si tant d'Amérindiens³ ont rejoint les manifestations Black Lives Matter, c'est qu'ils ont conscience que nous sommes alliés dans la lutte pour la justice environnementale, la justice économique et la justice raciale... Ces communautés qui sont en première ligne pour ce combat méritent d'avoir les moyens d'améliorer leur sort. »⁴

COVID-19

La nouvelle pandémie due au Coronavirus a cruellement frappé les communautés autochtones. Certaines réserves ont tenté de se protéger en contrôlant l'accès. Dans le Dakota du Sud, les tribus sioux oglala et de Cheyenne River ont mis en place au mois d'avril, des points de contrôle sanitaire sur les routes d'accès à leurs réserves. Dans la mesure où ces routes comprenaient des autoroutes fédérales et d'État, qui sont sous le contrôle des États, le gouverneur du Dakota du Sud, Kristi Noem (républicain) contacta le ministère de l'Intérieur, et le Bureau des Affaires indiennes demanda aux tribus de consulter l'État à ce sujet. Au mois de mai, K.Noem exigea le retrait des points de contrôle et brandit la menace d'une action juridique. Devant le refus de Harold Frazier, président de la tribu sioux de Cheyenne River, de retirer ses postes de contrôle, K.Noem fit appel à l'administration Trump. L'administration menaça ensuite de mettre fin à l'accord avec la tribu sur les organismes d'application de la loi en vertu de la Loi Publique 93-638, ainsi que de supprimer les prochains versements des fonds de secours dans le cadre de la COVID-19. Cheyenne River engagea alors des poursuites contre le gouvernement fédéral⁵. Les postes de contrôle étaient toujours en place au mois de décembre.

D'autres tribus installèrent des postes de contrôle avec bien davantage d'aide de la part des États. Au Nouveau-Mexique, par exemple, le gouvernement de l'État aida le

Pueblo de Zuni, le Pueblo de Zia, entre autres, à interdire l'accès de leurs communautés. Le Pueblo d'Acoma, le Pueblo des Picuris et la réserve hopi firent partie des nations inaccessibles aux visiteurs. Le gouverneur ferma complètement la ville de Gallup, point névralgique pour la réserve navajo toute proche.

La Nation navajo a été l'une des communautés les plus durement touchées aux États-Unis. Elle fut confinée de mars à août pour l'être à nouveau avec des couvre-feux le week end de novembre à la fin de l'année. Comme beaucoup d'autres communautés, les capacités du système de santé furent utilisées à leur maximum et au-delà. Les Navajos manquent de lits de réanimation, de raccordements pour l'oxygène et de personnel.

Dans de nombreuses communautés amérindiennes, les patients qui avaient besoin de soins mais ne souffraient pas de la COVID-19, étaient envoyés par avion vers d'autres établissements. Cela signifiait que leurs familles ne pouvaient pas être à leur chevet. Les services de santé indiens (IHS) ont souvent dû prendre des décisions difficiles, parfois même sans consulter les tribus. Ainsi, au mois de juillet, l'IHS a dû fermer la salle des urgences et le service de soins intensifs de son centre d'Acoma-Cañoncito-Laguna, en raison d'une pénurie de personnel médical.

Le taux de mortalité dû la COVID-19 chez les Amérindiens et les Autochtones d'Alaska a été plus élevé que chez les Américains blancs. Selon une étude qui a utilisé les données de quatorze États, le taux de mortalité fut 1,8 fois plus élevé. Chez les personnes âgées de 20 à 49 ans, le taux de mortalité était dix fois supérieur. Ce n'est malheureusement pas étonnant si l'on considère l'état des soins de santé dans les communautés amérindiennes.

« Les inégalités de longue date qui règnent dans les financements publics, les infrastructures, l'accès aux soins médicaux, l'éducation, les logements stables, les régimes alimentaires sains, la couverture d'assurances, ont contribué aux disparités en matière de santé (y compris une plus forte prévalence du tabagisme, de l'obésité, du diabète et des maladies cardiovasculaires) qui rendent les peuples autochtones plus vulnérables aux pathologies graves liées à la COVID-19⁶. »

Dans la mesure où la COVID-19 atteint surtout les personnes âgées, les tribus ont perdu un grand nombre de leurs Anciens. Ce n'est pas seulement une grande perte pour les familles, cela représente aussi un appauvrissement des traditions et des langues, car les Anciens sont souvent les gardiens du savoir et les derniers locuteurs. Il est difficile d'estimer les répercussions de ces pertes sur l'enseignement et la survie des langues, mais, si l'on en juge par des observations anecdotiques, ce pourrait être catastrophique pour de nombreuses tribus.

Au mois de mars, le gouvernement fédéral a signé le *Coronavirus Aid, Relief et Economic Security Act* – CARES Act, (la loi d'aide et de sécurité économique en raison de la Coronavirus), qui attribue deux mille milliards de dollars américains aux entreprises, aux agences et aux organismes touchés par la pandémie. Sur cette somme, huit milliards de dollars étaient destinés aux tribus amérindiennes.

Plusieurs tribus engagèrent des poursuites judiciaires pour mettre en cause la légitimité des compagnies autochtones d'Alaska à bénéficier de cet argent. Les douze sociétés autochtones d'Alaska et les 177 sociétés des villages autochtones d'Alaska sont des sociétés à but lucratif dotées d'actionnaires, et des entités distinctes des villages autochtones d'Alaska reconnus par l'État fédéral. Des tribus, y compris plusieurs tribus d'Alaska, argumentèrent que ces entreprises ne sont pas des gouvernements tribaux. Au

mois de septembre, la cour d'appel des États-Unis pour le district de Columbia donna raison aux tribus. Le gouvernement fédéral et les sociétés autochtones d'Alaska firent appel devant la Cour suprême⁷.

En même temps, les fonds promis aux tribus ne furent versés qu'en juin, après un long retard, et les données confidentielles que les tribus durent fournir pour solliciter les fonds furent presque immédiatement révélées à des parties extérieures. Ces données contenaient des informations sur les territoires, les listes tribales, les dépenses et les employés tribaux. Les nations autochtones ont fait preuve d'une extrême réticence pour partager de telles données. Les comptes bancaires tribaux pour le dépôt de fonds en faisaient également partie.

Pétrole et ressources minières

La pandémie n'a pas empêché d'autres domaines de se développer, en particulier l'extraction et le transport de ressources naturelles. Le pipeline Keystone XL (voir *Le Monde autochtone* 2019 et 2020) est resté bloqué après que la Cour suprême a soutenu en juillet une décision d'un tribunal de première instance du mois de mai qui invalidait les autorisations de traversées de rivière accordées au pipeline. La cour admit que, lorsqu'il avait délivré les permis⁸, le Corps des ingénieurs de l'armée américaine avait violé ses obligations conformément à la loi sur les espèces en voie de disparition. Au mois d'octobre, ce même juge a opposé un refus à la demande de la tribu sioux de Rosebud et de la communauté indienne de Fort Belknap, dans le cadre d'une procédure distincte, d'arrêter temporairement la construction d'un tronçon de deux kilomètres qui traverse la frontière entre les États-Unis et le Canada.

Au mois de mars, le juge fédéral James Boasberg demanda au Corps des ingénieurs de l'armée des États-Unis de procéder à une étude environnementale poussée sur la traversée du Missouri par le pipeline Dakota Access près de la réserve sioux de Standing Rock. (voir *Le Monde autochtone* 2017, 2018, 2019 et 2020). En juillet, ce même juge ordonna la fermeture du pipeline dans les trente jours¹⁰. L'ordre de fermeture fut rejeté par la Cour d'appel des États-Unis au mois d'août qui, néanmoins, maintient la demande d'étude environnementale. Cela signifie que le pipeline Dakota Access fonctionne actuellement sans permis valide.

En décembre, la bande des Chippewas de Red Lake, la bande des Ojibwe de White Earth, Honor the Earth et le Sierra Club, engagèrent une action en justice contre le Corps des ingénieurs de l'armée des États-Unis, au sujet des permis de traversées de rivières accordés à Enbridge pour la construction de la Ligne³. L'oléoduc dans le Minnesota du Nord traverserait des territoires protégés par traité et des zones de culture du riz sauvage (voir *Le Monde autochtone* 2020).

En Alaska, l'administration Trump annonça au mois d'août l'ouverture de toute la plaine côtière de l'*Arctic National Wildlife Refuge* (ANWR) aux forages pétroliers (voir *Le Monde autochtone* 2020). Après les élections, l'administration annonça une date en janvier pour la vente de la concession, avant que le président Biden ne prenne ses fonctions. Le comité directeur Gwich'in demanda à un juge fédéral de s'opposer à la vente. Deux semaines après sa première annonce, l'administration Trump réduisit la vente d'un tiers. D'autre part, la *Environmental Protection Agency* –EPA (l'Agence de protection de l'environnement) refusa un permis à la Pebble Mine à Bristol Bay en Alaska (voir *Le Monde autochtone* 2014, 2015, 2018, 2019 et 2020).

Dans une ultime offensive, l'administration Trump a essayé d'accorder des autorisations pour de nombreux projets d'extraction. L'Office national des forêts va publier un énoncé des incidences environnementales en ce qui concerne le projet de la mine Resolution Copper en Arizona. Ce projet dévastera une grande partie des Oak Flats, un important lieu sacré pour les Apaches de San Carlos (voir *Le Monde autochtone* 2012 et 2014). Rio Tinto et BHP, les sociétés derrière Resolution Copper, ont travaillé en étroite collaboration avec l'administration Trump. Lors d'une visite sur le site au mois d'octobre, le secrétaire au commerce Ross, déclara que

« la mine était l'un des raisons majeures de la pression exercée par Trump pour réduire les démarches administratives nécessaires dans de tels projets » (voir *Le Monde autochtone* 2018).

En novembre, l'Agence de protection de l'environnement accorda les permis définitifs d'adduction d'eau au projet Dewey-Burdock dans le Dakota du Sud. Il s'agit d'une mine d'uranium *in situ* où l'uranium est extrait du minerai souterrain en utilisant un agent de lixiviation, puis ramené à la surface par pompage. La mine serait située dans les Black Hills, sur le cours supérieur de la rivière Cheyenne. Ce sont des terres sacrées pour la Nation lakota, dont elle a été illégalement privée. Toutes les tribus lakotas sont opposées à la mine, de même que les Cheyennes du Nord.

La décision McGirt

Au mois de juillet, la Cour suprême trancha en faveur de McGirt et de la nation muscogee (creek) dans *McGirt v. Oklahoma* (voir *Le Monde Autochtone* 2020). Le procès a été intenté par Jimcy McGirt, que l'État d'Oklahoma avait condamné à la prison à vie pour un crime sexuel sur mineure. McGirt déclara que, puisque la victime et lui-même étaient amérindiens et que les faits avaient eu lieu en terre indienne, l'État n'était pas compétent, puisque les crimes majeurs comportant des Amérindiens en pays indien relèvent de la compétence générale.

La question était de savoir si le crime avait, ou non, eu lieu en terre indienne. L'Oklahoma affirma que la réserve creek avait été supprimée. La Cour suprême, qui trancha en faveur de McGirt et les Muscogee, maintint que la réserve existait toujours. Cette décision avait un précédent (voir *Le Monde autochtone* 2015 et 2016). Elle eut néanmoins un grand retentissement, peut-être parce que ses retombées touchent une zone étendue, au moins toute la moitié orientale de l'Oklahoma. Dans certains cas récents, la Cour suprême a tranché contre des tribus, en se fondant sur des calculs politiques contemporains plutôt que sur une fidélité historique, en faisant remarquer que suffisamment de temps s'est écoulé pour créer un précédent impossible à corriger par la loi (voir *Le Monde autochtone* 2006 et 2018).

Le juge Gorsuch s'exprimant au nom de la majorité dans *McGirth*, rejeta cette approche :

« Nombre des arguments exposés nous sont, hélas, familiers. Oui, des promesses ont été faites, mais le prix à payer pour tenir ces engagements est devenu exorbitant ; aussi devrions-nous désormais fermer les yeux. Nous rejetons ce raisonnement. Si le Congrès veut revenir sur ses promesses, qu'il le dise. Des actes illégaux, fussent-ils commis avec suffisamment d'énergie et sur une assez longue période, ne suffisent jamais à modifier la loi¹² ».

La décision dans *McGirt v. Oklahoma* signifie que les frontières historiques de la Nation muscogee (creek) sont toujours intactes et que l'État d'Oklahoma n'a pas compétence pour les crimes impliquant des Amérindiens à l'intérieur des limites de la réserve. Dans la mesure où au moins les réserves cherokee, choctaw, chickasaw et seminole ont censément été abolies dans les mêmes circonstances, elles seront probablement aussi concernées par ce jugement. Alors que la décision dans *McGirt* ne tenait compte que de la compétence légale, le fait que la réserve muscogee (creek) existe toujours pourrait aussi avoir des conséquences sur les lois et la fiscalité, bien que la propriété des terres restera inchangée.

Après cette décision, Mike Hunter, procureur général d'Oklahoma, proposa une entente de principe aux responsables des Nations muscogee, choctaw, cherokee et seminole, mais les chefs des nations seminole et muscogee le rejetèrent dans les jours qui suivirent. Hunter cita également le cas d'un non Amérindien, dans le couloir de la mort d'Oklahoma pour le meurtre d'une Chickasaw et de ses deux enfants. Selon lui, tout le monde pouvait être d'avis que cet homme devrait être exécuté par l'État. L'homme fit appel, au motif que l'État n'était pas compétent ; le juge s'oppose à cet appel, démontrant qu'il faudra encore du temps pour appréhender le champ des compétences fédérale et tribales en pays indien. Entre temps, un juge du comté de Latimer avait décrété en novembre que la réserve choctaw n'avait jamais non plus été abrogée. Jimcy fut à nouveau reconnu coupable en vertu de la loi fédérale.

Wampanoag

Au mois de mars, le ministre de l'Intérieur David Bernhardt annonça que la réserve des Wampanoag Mashpee allait être supprimée (voir *Le Monde autochtone* 2019). En juin, un juge fédéral infirma cette décision¹³. Le gouvernement fédéral fit appel dans cette affaire. Dans la mesure où Deb Haaland, désignée pour le ministère de l'Intérieur, a soutenu la tribu wampanoag dans son conflit avec l'administration Trump, l'appel sera abandonné selon toute vraisemblance. Entre temps, un groupe qui s'appelle la tribu des Massachusett Mattakeeset, remet en cause la propriété des terres sur lesquelles les Wampanoag Mashpee essaient de construire un casino. Les Mattakeeset ne sont reconnus ni par l'État ni par l'État fédéral et se constituèrent en groupe en 2014.

Notes et Références

1. Estimates vary depending on definitions. The official Census uses self-identification. It gives much smaller numbers for those who only identify as American Indian / Alaska Native than it does for those who identify as American Indian / Alaska Native and another population group. The Bureau of Indian Affairs, the Indian Health Service and other agencies of the federal government provide numbers based on enrolment in federally-recognised tribes and/or based on eligibility for their services.
2. Department of the Interior, Bureau of Indian Affairs. "Indian Entities Recognized by and Eligible To Receive Services From the United States Bureau of Indian Affairs." Federal Register 85 (20) 5462-5467. <https://www.govinfo.gov/content/pkg/FR-2020-01-30/pdf/2020-01707.pdf>
3. The term "Indian Country" means all lands in the United States over which tribes and the federal government share control (and most often jurisdiction). These include (according to federal law, 25 U.S.C. § 1151) lands within reservations under federal jurisdiction, "dependent Indian communities", and all Indian allotments (i.e., Indian trust lands outside reservations).

4. Lakhani, Nina. "I'll be fierce for all of us': Deb Haaland on climate, Native rights and Biden." *The Guardian*, 27 December 2020. <https://www.theguardian.com/environment/2020/dec/27/deb-haaland-interview-interior-secretary-native-americans>
5. United States District Court for the District of Columbia. "*Cheyenne River Sioux Tribe v. Donald J. Trump et al.*" Case No. 1:20-cv-01709.
6. Arrazola, Jessica, *et al.* "COVID-19 Mortality Among American Indian and Alaska Native Persons — 14 States, January–June 2020." *Morbidity and Mortality Weekly Report*, December 2020, 69 (49), 1853-1856.
7. United States Court of Appeals for the District of Columbia Circuit. "*Confederated Tribes of the Chehalis Reservation, et al. v. Steven Mnuchin et al.*" No. 20-5204, Consolidated with 20-5205, 20-5209. Decided 25 September 2020.
8. United States District Court for the District of Montana, Great Falls Division. "*Northern Plains Resource Council et al. v. Army Corps of Engineers et al.*" CV- 19-44-GF-BMM.
9. United States District Court for the District of Columbia. "*Standing Rock Sioux Tribe et al. v. U.S. Army Corps of Engineers et al.*" Civil Action No. 16-1534 (JEB), 25 March 2020.
10. United States District Court for the District of Columbia. "*Standing Rock Sioux Tribe et al. v. U.S. Army Corps of Engineers et al.*" Civil Action No. 16-1534 (JEB), 6 July 2020.
11. "Remarks by Commerce Secretary Wilbur L. Ross at the Rio Tinto Resolution Copper Site Visit Roundtable in Phoenix, Arizona." U.S Department of Commerce. 9 October 2020. <https://www.commerce.gov/news/speeches/2020/10/remarks-commerce-secretary-wilbur-l-ross-rio-tinto-resolution-copper-site>
12. Supreme Court of the United States. "*McGirt v. Oklahoma.*" No. 18-9526, 591 U.S.9 July 2020.
13. United States District Court for the District of Columbia. "*Mashpee Wampanoag Tribe v. David Bernhardt et al.*" Civil Action No. 18-2242 (PLF), 5 June 2020.

Sebastian Braun, anthropologue culturel, est directeur du programme d'études amérindiennes à l'Iowa State University. sfbraun@iastate.edu

Source : IWGIA The Indigenous World 2021

Traduction par **Marie-Claude Strigler**, membre du réseau des experts du GITPA pour l'Amérique nord